



HAL
open science

“ Des familles de substitution pour échapper à la misère.

Camille Mahé

► To cite this version:

Camille Mahé. “ Des familles de substitution pour échapper à la misère.: Les “ trains du bonheur ”, reflet de la solidarité nationale ou instrumentalisation de l’aide à l’enfance dans l’Italie de la sortie de guerre (1945-1948)?. Revue d’histoire de l’enfance ”irrégulière”, 2022, N° 24 (1), pp.69-84. 10.3917/rhei.024.0069 . hal-04086233

HAL Id: hal-04086233

<https://hal.science/hal-04086233>

Submitted on 18 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des familles de substitution pour échapper à la misère

Les « trains du bonheur », reflet de la solidarité nationale ou instrumentalisation de l'aide à l'enfance dans l'Italie de la sortie de guerre (1945-1948) ?

Camille Mahé

est professeure agrégée d'histoire et docteure du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP) et de l'université de Warwick (Royaume-Uni).

Actuellement chercheuse associée au CHSP et ATER à l'université d'Amiens, ses travaux portent sur les expériences enfantines de guerre et de sortie de guerre en Allemagne, en France et Italie, dans une optique d'histoire transnationale et d'histoire comparée.

Le 19 janvier 1946, la gare de Termini à Rome voit partir un train en direction de l'Émilie et de la Toscane. À son bord, 1 200 enfants des quartiers pauvres de la capitale italienne et de la province de la Latina quittent leurs proches pour tenter d'échapper à la faim, la maladie et la misère dans lesquelles le conflit les a plongés. Ils sont parmi les premiers d'une longue liste à être accueillis pendant près de 3 mois – parfois davantage – dans des familles du nord de l'Italie qu'ils n'ont pourtant jamais rencontrées, au cours des deux hivers qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces enfants ne sont pas orphelins, mais ils n'ont plus de toit, ne peuvent matériellement se rendre à l'école et leurs proches ne sont plus en mesure de les nourrir et de les vêtir convenablement. À l'initiative de l'Union des femmes italiennes [*Unione Donne Italiane*] (UDI) – association féministe créée en 1944 par des résistantes et militantes antifascistes qui appartient à la galaxie des organisations communistes – ce sont au total près de 50 000 Italiens du Mezzogiorno et du Latium, âgés de 5 à 12 ans pour la plupart, qui prennent ces « trains du bonheur » [*treni della felicità*], pour reprendre l'expression du maire de Modène Alfeo Corassori¹.

¹ RINALDI Giovanni, *I treni della Felicità, Storie di Bambini in viaggio tra due Italie*, Rome, Ediesse, 2009, p. 20.

L'envoi d'enfants dans des familles de substitution n'est pas particulièrement original dans l'Europe des années 1940, que ce soit pendant la guerre ou au moment de sa sortie : nombre d'entre eux ont été envoyés à la campagne ou à l'étranger (en Suisse notamment) pour fuir les bombardements ou échapper à la faim². En Italie toutefois, il s'agit d'une forme d'aide *a priori* nouvelle. Jusqu'alors, l'encadrement et la prise en charge des plus jeunes étaient avant tout collectifs, le régime fasciste privilégiant pendant près de vingt ans les colonies et les groupements de jeunesse. De surcroît, les plus jeunes ne connaissent pas les campagnes d'évacuations ou de placements individuels que certains pays comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni ont mis en place tout au long du conflit³. Ils ne connaissent donc pas encore véritablement cette forme de séparation familiale. Surtout, l'organisation de transferts d'enfants s'apparente à un authentique défi au regard de la situation politique et matérielle de l'Italie de la seconde moitié des années 1940. L'État s'est effondré, le pays est occupé, les infrastructures sont détruites et les pénuries concernent l'ensemble des biens de consommation.

Pourtant, dans l'imaginaire collectif et la mémoire des Italiens, l'expérience des « trains du bonheur » est un vrai succès. Elle est présentée comme une initiative originale et inédite, notamment dans les documents historiques, lesquels la définissent comme le produit d'un immense élan de solidarité entre le nord et le sud de l'Italie. Selon le synopsis du film *Pasta Nera*, composé d'extraits d'archives de l'Institut Luce, il s'agirait par exemple de l'« un des meilleurs exemples de solidarité et de l'esprit d'unité dans l'histoire de notre pays⁴ ». Aux yeux des Italiens, il n'a pas seulement été question de sortir les enfants de la misère : bien plus, l'expérience aurait eu une dimension profondément affective dans la mesure où des liens, caractérisés de familiaux, auraient été tissés entre les enfants et les familles accueillantes, perdurant parfois dans le temps. Aussi l'expérience serait-elle l'incarnation symbolique de l'unité du pays, laquelle demeure un sujet brûlant aujourd'hui⁵. La solidarité qui se manifeste à travers l'initiative des trains du bonheur conforterait ainsi le discours d'une unité italienne non pas seulement administrative et politique, mais aussi populaire.

En nous appuyant sur les archives de l'UDI – principalement les rapports de sections et de fédérations –, des articles de presse et des témoignages d'anciens enfants édités en langue italienne⁶, nous tenterons de prendre de la distance avec cette vision idéalisée des trains du bonheur, laquelle transparait parfois dans les témoignages publiés que nous utilisons. Il s'agira d'appréhender cette forme spécifique d'aide à l'enfance, à partir de deux niveaux d'analyse. D'abord en nous penchant sur les acteurs qui ont pris part à l'organisation des transferts, afin d'en mieux

² Voir notamment pour la France et l'Angleterre : LEE DOWNS Laura, « Les évacuations d'enfants en France et en Grande-Bretagne (1939-1940). Enfance en guerre », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, volume 66, n° 2, 2011, p. 413-448 ; WELSHMAN John, *Churchill's Children. The Evacuee Experience in Wartime Britain*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2010, 354 p. ; KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS, 2014.

³ Des mesures ont commencé à être mises en place, sous l'égide de l'organisation de jeunesse fasciste la *Gioventù italiana del littorio* (GIL) à partir de novembre 1942, mais elles ne concernaient que les enfants indigents scolarisés et se basaient sur le volontariat. De fait, elles furent très peu appliquées, quoique la situation varia d'une région à l'autre. Nous remercions Silvia Inaudi de nous avoir éclairée sur ce point.

⁴ « Uno dei migliori esempi di solidarietà e spirito unitario nella storia del nostro Paese », PIVA Alessandro, *Pasta Nera*, Seminal Film, 54 minutes, 2011. L'expérience fait aussi l'objet de romans : ARDONE Viola, *Il treno dei bambini*, Turin, Einaudi, 2019, 200 p.

⁵ À propos de la question de l'unité, voir notamment : MUSIANI Elena, *Faire une nation. Les Italiens et l'unité (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2018, 359 p.

⁶ On précisera au lecteur que nous devons compléter notre corpus d'archives pour cette étude de cas au printemps 2020 en nous rendant dans des archives municipales et provinciales et en planifiant des interviews. La situation sanitaire a malheureusement annulé ce projet. De surcroît, un ouvrage de qualité a été publié à la toute fin de l'année 2020 sur le sujet, c'est-à-dire après la rédaction de l'article. Bruno Maida aborde toutefois les *treni* en interrogeant la manière dont l'expérience reflète la société italienne au sortir du conflit (question méridionale, etc.), tandis que nous posons plutôt la question du caractère inédit des trains du bonheur, de leurs effets sur les liens familiaux en contexte guerrier et de la mémoire de l'événement. MAIDA Bruno, *I treni dell'accoglienza, Infanzia, povertà e solidarietà nell'Italia del dopoguerra, 1945-1948*, Turin, Einaudi, 2020, 362 p.

comprendre les ressorts et les racines. Cela nous permettra d'une part de mettre en lumière les origines du projet. Contrairement à ce qu'un film comme *Pasta Nera* laisse entendre, celui-ci n'est pas véritablement inédit dans la mesure où il s'inscrit pleinement dans un répertoire d'action syndical et humanitaire traditionnel. D'autre part, nous rendrons compte des conflits et tensions qui se sont fait jour entre acteurs et mettrons en évidence les enjeux politiques qui se cachent derrière cette initiative et, plus largement, derrière l'aide à l'enfance en sortie de guerre. Nous penserons ainsi à nouveaux frais l'aide à l'enfance en contexte guerrier, aujourd'hui principalement abordée par le biais des actions humanitaires ou religieuses, aux dépens des organismes politiques.

Puis, nous passerons d'une échelle macroscopique à une échelle plus microscopique, en nous penchant sur les familles concernées et plus précisément les enfants. Ce faisant, nous nous inscrirons à la fois dans les *childhood studies* qui cherchent à intégrer autant que possible le point de vue des plus jeunes et dans le renouvellement récent de l'historiographie de la famille en temps en guerre. Cette dernière essaie en effet de comprendre dans quelle mesure les conflits du xx^e siècle ont participé à reconfigurer les liens familiaux. À bien des égards, l'urgence matérielle et humanitaire du second après-guerre italien semble avoir favorisé, *via* l'initiative des trains du bonheur, la création de nouveaux liens, parfois très forts, entre enfants et familles accueillantes.

Les « trains du bonheur », une initiative qui puise dans le répertoire d'action syndical et humanitaire du premier vingtième siècle

Une initiative féminine et communiste

L'idée d'envoyer temporairement des enfants dans des familles d'accueil naît à l'automne 1945, quand la militante communiste Daria Banfi vient demander à la section féminine de la délégation du parti communiste italien pour l'Alta Italia s'il est possible d'accueillir une petite dizaine d'enfants orphelins milanais dans un dénuement extrême et dont on ne sait que faire. Si l'Italie n'est plus en guerre depuis le 25 avril 1945, le pays demeure en effet profondément meurtri : d'après un rapport de l'Unesco, trois millions d'enfants italiens n'ont plus de toit dans la seconde moitié des années 1940⁷. Les bombardements intensifs et les combats de libération ont dévasté le sud de l'Italie (Naples en particulier), le centre (dont le Monte Cassino) et une partie du nord ; de nombreuses familles sont sinistrées, vivant dans des caves, des grottes ou des abris de fortune.

⁷ BROSSE Thérèse, *L'Enfant victime de la guerre. Une étude de la situation européenne*, Paris, UNESCO, 1949, 147 p.

La responsable de la section, Teresa Noce, décide alors de prendre contact avec la section du parti et les secrétaires des fédérations de l'Émilie-Romagne pour demander leur soutien. Née en 1900 à Turin, Teresa Noce est journaliste, membre du parti socialiste puis du parti communiste, militante antifasciste et féministe. Après avoir voyagé à Moscou puis à Paris à la fin des années 1920, elle se rend sur la péninsule ibérique lors de la Guerre civile espagnole, où elle appelle à soutenir les Républicains. Retournant en France, elle participe à la résistance, ce qui lui vaut d'être arrêtée et déportée à Ravensbrück. Au printemps 1945, après la libération du camp, elle rentre en Italie où elle est élue au Comité central du PCI. Elle est l'une des rares femmes à faire partie de la commission des 75 pour la rédaction de la Constitution⁸. C'est l'une des artisanes les plus actives du projet de transferts d'enfants, et il est probable que son expérience internationale et son activité de militante soient à l'origine de l'idée d'envoyer les enfants dans des familles d'accueil.

Le nord de la péninsule est en effet une terre de solidarités ouvrières qui a déjà connu cette forme d'entraide. En 1907 en Émilie-Romagne par exemple, près de 1 200 enfants d'ouvriers sidérurgiques en grève ont été hébergés par d'autres familles pendant trois mois pour les aider à tenir, tandis qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, les syndicats socialistes italiens ont accueilli de nombreux enfants autrichiens affamés, amenés dans ce qui a été appelé les « trains de la fraternité⁹ ». Ces formes d'action ne sont en outre pas propres à la péninsule. Elles se diffusent grâce aux mouvements syndicaux aux États-Unis et en Europe et font pleinement partie du répertoire d'action des partis et syndicats de gauche du premier vingtième siècle, comme l'étudie Célia Keren dans ses recherches actuelles¹⁰.

Ayant obtenu le soutien des responsables communistes, Teresa Noce envoie ensuite une membre de la section, Dina Ermini, chercher au sein des différentes organisations locales des places dans des familles d'accueil pour les enfants de Milan. Son voyage est un succès : Dina Ermini revient avec plus de 4 000 places offertes à Piacenza, Parme et Modène. À ce stade, l'initiative est donc essentiellement féminine et régionale. Elle s'inscrit pleinement dans le cadre genré relativement classique du militantisme communiste. Comme l'a montré Dominique Loiseau, l'engagement des femmes communistes au cours du xx^e siècle est effectivement centré sur les enjeux locaux et relève de tâches traditionnellement pensées comme féminines, à l'instar de l'assistance à l'enfance. Les hommes sont quant à eux davantage présents au sein des entreprises et à l'échelle nationale¹¹. Le cas des « trains du bonheur » suit ce schéma et l'action est d'ailleurs initialement considérée comme telle par les dirigeants du parti,

⁸ Elle est effectivement élue à l'Assemblée constituante, puis au Parlement italien. Ce faisant, elle est l'une des dirigeantes les plus en vue du PC. Noce Teresa, *Rivoluzionaria professionale, Autobiografia di una partigiana comunista*, Rome, Red Star Press, 2016, 414 p. Sur les femmes parlementaires en Italie au lendemain du conflit, voir : MINESO Michela, « Il parlamento, le donne e l'assistenza dalla Costituente al centro-sinistra (1945-1968) », *Bolletino*, 1/2, 2013, p. 27-52.

⁹ GIANINAZZI Willy, « Le syndicalisme révolutionnaire en Italie (1904-1925). Les hommes et les luttes », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, volume 24, n° 1, 2006, p. 95-121.

¹⁰ Peu étudiées, ces formes de solidarités ouvrières font l'objet d'une recherche inédite par Célia Keren, au sein de l'Institut universitaire de France. L'historienne a notamment présenté son projet de recherche au séminaire « Acteurs et mouvements sociaux » du Centre d'histoire de Sciences Po, le 4 février 2021, sous le titre : « L'exode des enfants : genèse et diffusion d'une technique de solidarité syndicale en temps de grève (Europe-États-Unis, premier xx^e siècle) ».

¹¹ LOISEAU Dominique, *Femmes et militantismes*, préfaces de Michèle Perrot et de Michel Verret, Paris, L'Harmattan, 1996, 239 p. Voir également DERMENJIAN Geneviève et LOISEAU Dominique, « Itinéraires de femmes communistes », in FILLIEULE Olivier et alii, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 93-113.

12 Comme Teresa Noce, Maria Antonietta Macciocchi est journaliste, écrivaine, femme politique de premier plan en Italie et sur la scène internationale. Adhérente à 20 ans au PCI, alors clandestin, elle est une militante féministe. Éluée députée communiste en 1968, elle travaille à l'université de Vincennes, est élue au Parlement de Strasbourg et travaille pour des journaux italiens et français. François Mitterrand lui décerne la Légion d'honneur en 1992. Elle relate ce constat dans l'ouvrage de Giovanni Rinaldi.

13 Par exemple en Normandie, dans le cas des évacuations d'enfants d'âge scolaire. Pour une étude de cas, voir : « Enfants victimes de la guerre », Archives départementales (AD) du Calvados, R/4975 et « Déplacements d'enfants », AD Calvados, 791EDT/122/13.

14 « Documentazione varia (partiti, associazioni, istituzioni, stampa) », UDI, Busta 9, fasc. 95.

comme l'a souligné l'une des dirigeantes du *Comitato per la Salvezza dei bambini di Napoli*, Maria Antonietta Macciocchi¹² : les dirigeants voyaient le projet sous un angle essentiellement féminin et caritatif et étaient sceptiques quant à son utilité et sa réussite. Ce n'est que dans un second temps qu'ils ont compris – Palmiro Togliatti en tête – que l'action pouvait constituer un puissant outil politique pour contrecarrer le poids des catholiques et agréger des pans toujours plus larges de la société italienne.

L'appui sur des acteurs traditionnels du monde de l'aide à l'enfance

En 1946, les militantes de l'UDI ne travaillent pas seules. Dès la première expérience milanaise, elles s'appuient sur des acteurs locaux traditionnellement impliqués dans l'assistance à l'enfance : les Croix-Rouge italienne et suisse – en particulier pour le transport – et l'*Opera nazionale maternità e infanzia* (ONMI). Fondé en 1925 et dissout en 1975, l'ONMI est un organisme national d'assistance dont le but principal est de s'occuper des mères et des enfants en difficulté. En ce sens, la mise en place du projet des « trains du bonheur » prend une forme plutôt classique. Un comité est créé afin d'organiser au mieux l'accueil et le départ des enfants, le *Comitato ufficiale unitario e rappresentativo*. À l'image de ceux mis sur pied par les Croix-Rouge européennes pendant la guerre¹³, il est composé de plusieurs groupes de travail spécialisés dans différents domaines : les questions sanitaires, le transport, l'habillement, la presse. Deux groupes sont également en charge de trouver et sélectionner les enfants susceptibles de bénéficier de l'initiative.

Un protocole classique est instauré, dès novembre 1945, pour le premier convoi. Il suit le modèle déjà existant des diverses évacuations qui ont eu lieu pendant et après la guerre, notamment sous l'égide de la Croix-Rouge. Les enfants reçoivent chacun une carte d'identification (nom, prénom, destination, parfois complétés par quelques éléments annotés par les parents sur la personnalité de l'enfant), une carte sanitaire et une carte scolaire, un change et un vêtement chaud pour le voyage¹⁴. Ils sont soumis à une consultation médicale afin d'éviter la diffusion des maladies et ne pas mettre en danger les familles accueillantes. Les enfants dont la santé est trop fragile sont redirigés vers des colonies, des aériums ou des préventoriums. Ainsi, si l'expérience des « trains du bonheur » a pu être présentée et pensée comme une initiative originale et inédite dans la mémoire italienne, elle s'inscrit pleinement dans une tradition de solidarité ouvrière et syndicale de gauche et dans le répertoire d'action humanitaire propre au xx^e siècle – les deux étant d'ailleurs loin d'être imperméables.

Mais les femmes à l'origine des trains sont aussi soutenues par une constellation d'acteurs politiques issus d'horizons parfois opposés, témoignant de l'étendue du projet et du fait qu'en période d'urgence, telle que la guerre et l'immédiat après-guerre, les clivages politiques peuvent être amenés à disparaître, du moins temporairement.

Le dépassement temporaire des clivages politiques face à l'urgence

D'une initiative provinciale à une action nationale : les « trains du bonheur », reflet de la dynamique unitaire du second après-guerre italien

Les trois femmes citées à l'origine du projet – Daria Banfi, Teresa Noce et Dina Ermini – sont, on l'a vu, toutes trois membres de l'UDI. Si l'organisation est devenue essentiellement socialiste et communiste, elle est initialement issue des Groupes de défense de la femme et pour l'assistance aux combattants de la liberté [*Gruppi di difesa della donna*] (GDD). Créés en 1943, les GDD rassemblent des communistes, des socialistes, des membres du parti d'action, mais aussi des catholiques et des femmes non affiliées à un parti qui partagent le souhait de lutter contre l'occupant nazi et les fascistes¹⁵. De fait, la dynamique du projet n'est pas exclusivement communiste, elle est aussi transpartisane. Elle s'inscrit dans un mouvement plus général de collaboration propre aux forces politiques italiennes de la fin du conflit. Les partis et syndicats antifascistes se sont effectivement associés à travers le Comité de libération nationale (CLN), principalement actif entre 1943 et les élections de 1946, afin de parler d'une seule voix face aux Alliés qui occupent le pays¹⁶.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir le clergé et les associations catholiques, comme l'*Auxilium*, être parties prenantes des premiers convois, notamment au sein des comités où l'épiscopat est particulièrement actif. L'envoi d'enfants milanais en Émilie est ainsi permis par l'action coordonnée de Don Ripamonti, prêtre à Milan, Antonio Greppi, maire socialiste de la ville et son adjoint communiste Piero Montagnani¹⁷. Au-delà du contexte politique, c'est la situation matérielle de 1945 qui explique leur soutien à une telle initiative, du moins à l'échelle locale. Au sortir d'une guerre qui a particulièrement éprouvé le nord de l'Italie, l'urgence est si forte que les exemples de collaboration entre groupes politiques ou religieux sont légion, et cela plus encore lorsqu'il s'agit d'apporter de l'aide aux enfants, qu'elle soit alimentaire, sanitaire ou vestimentaire.

¹⁵ Nés à Milan et à Turin à l'initiative du PCI, alors clandestin, le but des GDD était plus généralement d'aider les familles de partisans, soutenir la participation des femmes à la résistance et défendre l'implication des femmes dans la vie politique (c'est-à-dire obtenir le droit de vote à l'échelon national). Leur journal clandestin, *Noi donne*, devint l'organe de presse de l'UDI.

¹⁶ Pour en savoir plus sur le CLN et avoir un bref aperçu des forces politiques en présence, voir ATTAL Frédéric (dir.), *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2004, 416 p.

¹⁷ MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *Cari bambini, vi aspettiamo con Gioia... Il movimento di solidarietà popolare per la salvezza dell'infanzia negli anni del dopoguerra*, Milan, Teti Editore, 1980, p. 112. Voir également « Lettere e relazione della raccolta "Bimbi di Cassino", Emilia - Romagna, Reggio Emilia », UDI, Busta 1, fasc. 7.

18 Ministero dell'Assistenza postbellica : au moment de la naissance de la République italienne, le ministère fut confié au communiste Emilio Sereni.

19 Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (Anpi) : fondée par la résistance italienne à Rome en 1944, l'Anpi est devenue en 1945 une fondation de charité. Elle est aussi la gardienne de la mémoire de la résistance.

20 MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *Cari bambini, vi aspettiamo con Gioia...*, op. cit., p. 51.

21 « Documentazione varia (partiti, associazioni, istituzioni, stampa) », UDI, busta 9, fasc. 95.

Les rapports disponibles dans les fonds de l'UDI témoignent également de la présence d'acteurs politiques nationaux (représentants de municipalités, de préfectures, des chambres du travail et du commerce, du ministère de l'Assistance d'après-guerre¹⁸, de l'Association nationale des partisans italiens¹⁹) et internationaux, comme la toute jeune Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA). Les réseaux de solidarité locaux jouent enfin eux aussi un rôle central, car les marques de solidarité individuelles qu'ils prodiguent permettent d'apporter une aide en nature aux enfants, à l'image de la pizzeria Osvaldo de Milan qui offrit 100 collations lors du premier transfert²⁰.

S'appuyer sur ces acteurs est une nécessité pour les femmes de l'UDI. Cela leur permet d'abord d'obtenir les autorisations nécessaires pour faire voyager les enfants de la part des autorités italiennes, mais aussi britanniques et américaines qui occupent alors militairement le territoire. Surtout, travailler avec ces acteurs est indispensable, car les militantes ont besoin de s'appuyer sur des individus rompus à la logistique des déplacements et à l'encadrement d'enfants. En dépit de l'expérience de certaines cadres et dirigeantes de section comme Teresa Noce, le militantisme communiste est encore en construction ou plutôt en reconstruction en 1945-1946 ; il est moins structuré que celui des autres pays européens. Le PCI a été interdit en 1926, soit cinq ans après sa naissance lors de la scission du congrès de Livourne. Et même s'il continue à exister clandestinement ou en exil notamment en France, il est absent pendant près de 20 ans de la péninsule. Les rapports de l'UDI soulignent d'ailleurs fréquemment les difficultés d'organisation, le manque de coordination et d'échanges d'informations entre les fédérations²¹.

Forte de ces multiples soutiens, la première expérience est un succès : à la fin de l'année 1945, 5 487 enfants de Turin, de Milan et de sa province sont accueillis en Émilie. L'opération prend alors très rapidement une ampleur nationale. Le V^e congrès du PCI, qui se déroule du 26 décembre 1945 au 6 janvier 1946, marque pour cela une étape décisive. L'événement est l'occasion pour Raul Silvestri, de la fédération de Frosinone (dans le centre de l'Italie) de dénoncer à la tribune la situation des enfants de Cassino et d'exhorter à la solidarité, mentionnant l'expérience milanaise. En soutien, Teresa Noce lance un appel : « *Salviamo i bambini di Cassino* » [sauvons les enfants de Cassino], auquel les sections et fédérations répondent. L'action, née en octobre 1945, est donc étendue aux Marches, au Piémont, à la Lombardie, l'Ombrie, la Vénétie et la Romagne, qui accueillent des enfants de Cassino et de ses environs, de Rome, du Latium, de Naples et ses alentours ainsi que de la Sicile et de la Sardaigne. De janvier 1946 à l'hiver 1948, 50 000 enfants prennent ainsi les « trains du bonheur ».

L'assistance à l'enfance, terrain d'affrontement politique durant la sortie de guerre

En dépit du succès apparent de l'initiative, les membres de l'UDI font rapidement face à un certain nombre de difficultés. Celles-ci sont d'abord de nature matérielle, dans la mesure où il est compliqué de collecter des vêtements et des changes pour les enfants, voire tout simplement de trouver un local pour installer le siège du comité. C'est par exemple le cas à Naples pour le *Comitato per la Salvezza dei bambini di Napoli*. Avec les destructions et les occupations par les armées alliées, aucun n'est disponible en 1946. En outre, des tensions apparaissent entre les membres des différentes organisations impliquées. Ainsi de la Croix-Rouge, dont le service fourni lors d'un voyage est présenté comme « inefficace » par L. Rossi dans son « Rapport sur l'organisation du transfert des enfants du Cassinate dans le Nord », daté du 3 mars 1946²². Le personnel, composé notamment de sœurs, est présenté comme « pauvre et inadéquat ». Les membres de l'UDI constatent à plusieurs reprises « à quel point les enfants ne sont pas traités avec amour ou assistés [convenablement] ; les petits sont arrivés horriblement sales », libres de se pendre aux fenêtres. Un enfant est même retrouvé inconscient sur une banquette et doit être hospitalisé à l'arrivée du train à Pise. Et ce n'est pas la seule difficulté causée par la CRI, à en croire les rapports de l'UDI. Les cadres locaux de l'organisation qui apportent leur soutien aux membres de l'UDI sont issues de la vieille et haute bourgeoisie – et sont donc plutôt conservatrices, proches de l'Église et de la DC. Elles ont manifestement des *a priori* puissants sur les communistes qu'elles ne cachent pas et se montrent parfois hostiles aux membres de l'UDI, comme le dénonce Nadia Spano, responsable de la fédération communiste de Rome²³.

Mais les principaux points de crispation ne viennent pas de la CRI. Rapidement, de vives tensions apparaissent avec les catholiques. En effet, lit-on encore dans le rapport du 3 mars 1946 : « Notre campagne en faveur de l'enfance a provoqué une action de sabotage unanime et simultanée de la part du clergé, [...], action qui a constitué l'un des principaux obstacles ayant entravé notre travail²⁴ ». Si dans un premier temps on l'a vu, prêtres, militants communistes et démocrates-chrétiens travaillent main dans la main pour réaliser ce projet – en particulier à l'échelle locale – le contexte politique national change progressivement la donne.

Le 2 juin 1946, les Italiens sont appelés aux urnes pour élire la nouvelle assemblée et se prononcer sur la nature du régime. L'enjeu constitutionnel et les multiples élections locales de 1946-1947 transforment les catholiques et les communistes en adversaires acharnés et font pleinement entrer les actions en faveur de l'enfance dans l'arène politique.

22 « Relazione sull'organizzazione del trasferimento dei bambini del Cassinate al Nord e cronistoria del Comitato pro Cassino », UDI, busta 9, fasc. 95.

23 Il n'est évidemment pas à exclure que les marques d'hostilité étaient réciproques. MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (A cura di), *op. cit.*, p. 56.

24 « Relazione sull'organizzazione del trasferimento dei bambini del Cassinate al Nord e cronistoria del Comitato pro Cassino », UDI, busta 9, fasc. 95.

25 Les tensions se firent encore plus vives en 1948, au moment du voyage de De Gasperi aux États-Unis. Il s'agissait pour le président du Conseil d'obtenir un prêt de plusieurs millions de dollars, dans un contexte qui dépassait la simple échelle nationale et relevait du conflit de guerre froide, et de limiter l'influence des communistes.

26 DURAND Jean-Dominique, *L'Église catholique dans la crise de l'Italie, 1943-1948*, Rome, École française de Rome, 1991, p. 48-49.

27 *Ibid.*, p. 542.

28 MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *Cari bambini, vi aspettiamo con Gioia...*, op. cit., p. 73. Ces discours anti-communistes s'intègrent dans une propagande plus large déployée à la fin du XIX^e siècle et dans le second après-guerre en Italie. Voir PIVATO Stefano, *I comunisti mangiano i bambini, Storia di una legenda*, Bologne, Il Mulino, 2013, 184 p.

29 Pour en savoir plus sur les différents courants au sein de l'Église, voir les travaux de Daniele Menozzi et notamment : MENOZZI Daniele, *I papi e il moderno. Una lettura del cattolicesimo contemporaneo (1903-2016)*, Brescia, Morcelliana, coll. « Il pellicano rosso », 2016, 167 p.

30 ARCHAMBAULT Fabien, *Le contrôle du ballon. Les catholiques, les communistes et le football en Italie, de 1943 au tournant des années 1980*, Rome, École française de Rome, 2012, 655 p.

L'assistance devient un terrain d'affrontement entre la démocratie chrétienne et les communistes : il s'agit de se légitimer dans un espace politique renouvelé, post-fasciste, encore incertain et où l'un cherche à prendre le pas sur l'autre²⁵. Comme le souligne Jean-Dominique Durand à propos de l'Église dans l'Italie du second après-guerre :

« La nécessité impérieuse [est] celle d'occuper le terrain, de contrôler au mieux l'avenir [...]. L'on [a] conscience de se trouver à un tournant historique qui permettrait peut-être de reconstruire la société sur des bases éthiques chrétiennes, garanties par la reconquête du pouvoir par des catholiques militants : ceux-ci [doivent] donc être en première ligne²⁶. »

De fait « l'Église tout entière s'engage[er] en 1946 dans un combat fondamental et "saint" pour défendre la Mission de l'Italie catholique contre le communisme » conclut l'historien, ce qui se traduit par l'engagement massif des organisations catholiques au moment des campagnes électorales²⁷. Afin d'éviter que les trains du bonheur ne favorisent la victoire des communistes et des coalitions dans lesquelles ils se trouvent, le clergé mène une campagne farouche contre ces derniers, racontant aux pères, aux mères et aux enfants que les communistes ont pour projet de les envoyer en URSS, dans des camps de travail pour les exploiter ou les tuer, les tenir en otage pour forcer les parents à voter communiste, voire les manger ou même les transformer en savon²⁸. Si les catholiques se désengagent de l'initiative des « trains du bonheur », certains d'entre eux, notamment les prêtres, continuent à aider les communistes à l'échelle locale, sans y être autorisés par le Vatican, reflétant ainsi les divergences qui existent alors au sein de l'Église, avec la présence d'un courant progressiste plus enclin à s'ouvrir à gauche²⁹. La désertion catholique n'est toutefois pas pour déplaire au PCI et à l'UDI : désormais, les évacuations ont une coloration essentiellement rouge aux yeux du public.

Ainsi, le cas des trains du bonheur est révélateur du fait que l'aide à l'enfance apparaît comme un outil politique de premier plan en période de sortie de guerre. Si d'autres espaces sont également le théâtre d'un affrontement entre les forces catholiques et communistes, à l'instar du sport, comme l'a par exemple démontré Fabien Archambault avec le cas du football³⁰, l'aide à l'enfance a ceci de spécifique qu'elle constitue une action *a priori* désintéressée, dans la mesure où elle se tourne vers une catégorie de population présentée comme victime et innocente. Aussi est-elle un faire-valoir particulièrement efficace pour permettre de s'imposer dans une période de recomposition, de reconstruction et par extension de forte compétition politique. Les tensions ne semblent toutefois pas avoir eu de répercussions importantes du point de vue des premiers concernés,

c'est-à-dire les enfants et leurs parents : si elles ont pu jouer un rôle, elles ne constituent pas la grille de lecture la plus pertinente pour comprendre les expériences enfantines de l'évacuation.

Faire l'expérience des « trains du bonheur » : la guerre, destructrice ou productrice de liens familiaux ?

Les séparations familiales, phénomène craint par les parents comme par les enfants

Après une période marquée par le deuil, la violence et la séparation – notamment des pères – les sources témoignent que certains parents sont d'abord réticents à laisser partir leur progéniture dans des familles qu'ils ne connaissent pas³¹. Au-delà des raisons affectives, certains sont réceptifs aux discours des prêtres sur les menaces que peut représenter le fait de laisser leurs enfants aux mains des communistes. C'est ce qui ressort de certains rapports de l'UDI qui rendent compte des raisons des refus avancés par les parents : crainte que les enfants fassent office d'otages pour orienter le vote lors des élections, peur qu'ils soient envoyés dans des camps de travaux forcés, etc.³². Dans certains cas, les acteurs en charge de l'organisation des trains doivent même paradoxalement faire du porte-à-porte pour remplir les trains restés vides – quoique cela soit rare et seulement temporaire. Les profondes difficultés matérielles, l'état de santé fragile des petits Italiens et la faim achèvent de convaincre les parents : au sortir de la guerre, le CICR constate par exemple une recrudescence du rachitisme chez les enfants (près d'1/5^e des 6-12 ans en présentent les signes), de la tuberculose (80 000 dans les seuls environs de Rome) et de l'avitaminose³³. Les enfants ciblés sont par ailleurs souvent issus de familles nombreuses, la plupart démunies. Le père ou la mère – voire les deux – ont perdu leur travail, leur toit, à cause de la guerre et vivent dans des conditions matérielles et sanitaires désastreuses. La destruction des infrastructures et les champs minés rendent difficile l'approvisionnement en vivres et en biens de première nécessité. La guerre et ses conséquences ont donc raison des appréhensions politiques et affectives des parents, poussant ces derniers à accepter une séparation temporaire – elle doit durer environ trois mois.

Les parents ne sont pas les seuls à craindre la séparation : les enfants aussi en ont peur, car pour bon nombre d'entre eux, c'est la première fois qu'ils partent loin de chez eux et de leur famille. Beaucoup n'ont jamais pris le train et ne sont même jamais sortis de leur village ou de leur quartier. Les enfants quittent leur environnement quotidien et donc

31 « Documentazione varia (partiti, associazioni, istituzioni, stampa) », UDI, Busta 9, fasc. 95.

32 « Relazione sull'organizzazione del trasferimento dei bambini del Cassinate al Nord e cronistoria del Comitato pro Cassino », UDI, busta 9, fasc. 95.

33 « Note au Docteur Boehringer Directeur de la Commission mixte de Secours de la Croix-Rouge Internationale », Archives du CICR, O CMS D-233.

34 RINALDI Giovanni, *I treni della Felicità...*, op. cit., p. 121.

35 *Ibid.*, p. 140. Rosanna elle-même raconte des années après qu'elle eut peur en arrivant chez ses parents d'accueil car leur maison avait une grande cheminée : elle pensait qu'ils la jetteraient dedans.

36 *Ibid.*, p. 122.

37 « Lettere e relazione della raccolta "Bimbi di Cassino" da : Emilia-Romagna, Reggio Emilia. », UDI, Busta 1, fasc. 7.

leurs repères. À lire les récits des anciennes membres des fédérations et les mémoires d'enfants, la séparation comme l'arrivée à la gare de la destination finale sont des moments délicats marqués par la peur et l'angoisse. La propagande catholique en est en partie responsable : Umberto avait 9 ans et demi lorsqu'il est parti de Cassinate en mars 1946. Il est arrivé de nuit à Lugo, après deux longs jours de voyage. En entendant les femmes parler le dialecte local, il a cru avec d'autres enfants qu'il était arrivé en URSS. Certains ont eu tellement peur qu'ils ne voulaient plus descendre du train³⁴.

La peur est parfois restée vive plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Renzo Morelli et Lorica Filippi de Voltana, en Émilie-Romagne, ont accueilli une petite fille, Rosanna De Luca. Ils se souviennent qu'elle et les autres enfants étaient au départ méfiants et craintifs : « Les premiers jours, les enfants s'enfuyaient quand on allait au four pour cuire le pain, parce qu'ils avaient peur », ils pensaient que les adultes allaient les cuire³⁵. D'autres, comme Umberto, étaient au contraire excités : « pour moi, le voyage fut une aventure vers l'inconnu, comme celles que les enfants peuvent lire dans les livres », raconte-t-il rétrospectivement³⁶. Beaucoup sont comme lui intrigués, heureux, d'autant que lors des arrêts marqués par le train, les enfants sont souvent accueillis par des comités leur proposant de la nourriture, des bonbons, des gâteaux, le tout en musique. Certains ont d'ailleurs insisté auprès de leurs parents pour partir, pour suivre et imiter leurs camarades de classe. De fait, la séparation familiale n'est pas systématiquement synonyme de peur ou d'appréhension.

Découvrir une nouvelle famille : des débuts difficiles mais une adaptation rapide

Il n'est pas aisé d'évaluer le nombre exact d'expériences malheureuses chez les enfants accueillis dans les familles du Nord, ne serait-ce parce que les récits publiés sont essentiellement le fait de ceux qui en gardent un bon souvenir. Les rapports de l'UDI sont à ce titre précieux, car ils nous permettent de sortir des récits uniformément positifs qui se dessinent dans la presse et dans les témoignages écrits et publiés *a posteriori*. Ils font part des difficultés rencontrées, des limites de l'action de l'Union et révèlent que certains enfants ont vécu douloureusement la séparation d'avec leurs proches. Un rapport du comité provincial sur les « Bimbi di Cassino », daté du 30 mai 1946 et adressé au siège de l'UDI, souligne ainsi à propos des quelque 2 250 enfants accueillis : « Une centaine d'entre eux a dû être ramenée chez eux car il n'était pas possible de les consoler d'être loin de leur famille³⁷. » La distance des parents, mais aussi des frères et sœurs, la barrière de la langue, les modes de vie divergents, la

difficulté de nouer des liens avec la famille d'accueil peuvent rendre le séjour pénible. D'autant que l'éloignement parental est parfois doublé d'une seconde séparation : certains frères et sœurs partis ensemble sont séparés à l'arrivée, car, en général, les familles ne sont pas en mesure d'accueillir plus d'un enfant. C'est le cas notamment de Pasquale, 7 ans, accueilli à Crespallano. Son frère a été envoyé dans une autre maison ; tous les jours, il demandait à sa nouvelle famille d'aller le chercher.

Manifestement, l'urgence qu'implique la guerre bouscule les prescriptions des experts de l'enfance (pédagogues, pédopsychiatres, pédiatres, psychanalystes, etc.). Tandis que les positions relatives à la famille et au développement de l'enfant d'Anna Freud ou de Dorothy Burlingham circulent en Italie³⁸, elles semblent peu mises en pratique. Les deux Britanniques affirment qu'il est nécessaire de conserver autant que possible la structure familiale biologique. Les trains du bonheur vont ainsi à contre-courant de ces idées, tout comme celles prônées par John Bowlby et, dans une certaine mesure, celles partagées par les communistes italiens, lesquels valorisent aussi la structure familiale biologique³⁹.

Passée la découverte de leur nouveau lieu de vie, de leur nouvelle famille, l'épreuve de la séparation semble toutefois avoir été rapidement surmontée par la plupart des enfants. Les craintes comme l'affliction disparaissent, d'autant que les enfants ne sont pas totalement coupés de leurs parents. Ils peuvent leur écrire, parfois les appeler. Les femmes des fédérations visitent de surcroît les familles, tandis que les comités envoient des nouvelles et des photographies *via* la presse ou en les placardant sur les murs des quartiers et villages d'origine afin de rassurer les pères et les mères. Certains parents rendent même visite à leur enfant au cours du séjour. Ainsi, constate L. Rossi dans un rapport, après moins de 15 jours, les enfants commencent à montrer un visage « moins souffrant et plus joyeux⁴⁰ ».

Les nouvelles conditions matérielles dans lesquelles se trouvent les enfants expliquent en partie cela. Sortis de la grande misère, certains enfants sont impressionnés par leur nouveau cadre de vie, quand bien même les familles accueillantes ne sont pas issues des milieux les plus favorisés. Un jeune Napolitain de 7 ans, accueilli en Émilie-Romagne reste par exemple silencieux pendant plusieurs jours, ému de dormir pour la première fois de sa vie dans un lit propre : à Naples, sa famille vivait dans une cave et dormait à même le sol⁴¹. La nourriture joue également un rôle clef. Après plusieurs années de pénuries et alors que le rationnement ne prend fin qu'en 1949 en Italie, les enfants peuvent enfin manger à leur faim. Ainsi de Pasquale, 7 ans, accueilli à Crespallano près de Bologne : un jour, raconte l'un des garçons de la famille d'accueil, sa mère a retrouvé des *maccheroni* dans sa poche ; il les gardait pour le soir, par

³⁸ En témoigne notamment l'outil Ngram-Viewer : les mentions d'Anna Freud dans les publications italiennes ne cessent de se multiplier entre 1942 et 1950, date à laquelle on peut constater un pic.

³⁹ Sur la vision de la famille défendue par les communistes italiens après-guerre, voir GIROTTI Elisabetta, « Per una famiglia felice pace e lavoro », *Diacronie* [Online], n° 33, 1, 2018, documento 3, mis en ligne le 29 mars 2018, consulté le 29 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/diacronie/7235>

⁴⁰ « Lettere e relazione della raccolta "Bimbi di Cassino" da : Emilia-Romagna, Reggio Emilia. », UDI, Busta 1, fasc. 7.

⁴¹ MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *Cari bambini, vi aspettiamo con Gioia...*, op. cit., p. 151.

42 RINALDI Giovanni, *I treni della Felicità...*, op. cit., p. 144.

crainte de manquer. Les mémoires écrits *a posteriori* témoignent d'ailleurs que le souvenir du séjour est fortement associé à la découverte de nouveaux goûts, de nouveaux aliments auxquels les enfants n'ont jamais eu accès, comme le chocolat, la brioche, la viande ou le café au lait (à travers les distributions de l'UNRRA ou de la CRI). Ces découvertes contribuent à transformer l'expérience de la séparation en expérience positive. C'est le cas de Rosanna, qui raconte qu'elle a mangé des boulettes pour la première fois : « il me semblait que c'était la meilleure nourriture du monde⁴² ». Manger à sa faim, avoir chaud, dormir dans un lit créent donc un cadre favorable pour les enfants, de sorte que très vite, des liens forts sont tissés, qu'il est parfois possible de caractériser comme familiaux.

De l'éclatement à la création de nouveaux liens familiaux

Ces liens s'observent d'abord et avant tout avec les couples qui accueillent les enfants. Ils sont parfois très forts, comme en attestent les lettres échangées après le séjour. Le 10 juillet 1947, le jeune Benedetto écrit à ses parents d'accueil après son retour dans sa famille biologique à Frosinone. S'adressant à la mère il note : « Cara Mamma Tina », chère maman Tina⁴³. Comme beaucoup d'autres enfants, Benedetto appelle ceux que l'on pourrait appeler des parents adoptifs « maman » « papa » ou les considère comme leur oncle, leur tante. Il ne s'agit néanmoins pas de remplacer la famille biologique par la famille d'accueil. Les parents d'origine demeurent « *babbo* » (papa) et « *mamma* » (maman) tout simplement, alors que les appellations des parents d'accueil sont accolées au prénom : « *mamma Tina* », « *mamma Gina* », etc. Les familles accueillantes n'ont en outre pas cherché à remplacer les parents, même s'il est arrivé que certains aient pu ouvrir leur porte pour combler un vide provoqué par un deuil de guerre⁴⁴. Ainsi, si la guerre entraîne, par ses effets, un éclatement des liens familiaux, elle en crée également. Dans certains cas, quoique très rares, les liens tissés sont si forts que la famille d'accueil acquiert autant d'importance que la famille biologique. Umberto, précédemment cité, choisit de reconnaître légalement sa famille d'accueil en ajoutant le nom de celle-ci au sien, se faisant alors appeler Umberto Mafferi Randi. Il le fait toutefois après le décès de ses parents biologiques pour ne pas les blesser.

Des liens sont aussi noués avec les enfants des familles d'accueil, même s'ils apparaissent moins forts et moins fréquents qu'avec les parents. Soit parce que les enfants sont trop âgés, soit parce que l'arrivée d'un nouvel individu crée de la jalousie. « Au début, j'étais jaloux car j'avais peur que mon papa l'aime plus que moi », souligne Giovanna Pagani dont les parents ont accueilli successivement deux enfants de Sardaigne⁴⁵. Mais la proximité de l'âge et le sexe des enfants favorisent

43 *Ibid.*, p. 177.

44 C'est le cas de Renzo et Lorica que nous avons mentionné : « Mon père et mon frère ont été tués par les fascistes lors d'une rafle. J'ai décidé d'accueillir une petite fille qui avait besoin d'aide aussi pour remplir ce vide immense », explique Lorica.

45 RINALDI Giovanni, *ibid.*, p. 167.

aussi le rapprochement entre les jeunes Italiens, car garçons et filles sont contents d'avoir de nouveaux partenaires de jeu, même si la barrière de la langue dialectale pose parfois quelques problèmes de compréhension. Giovanni, le fils de Tina, considère Benedetto « comme un frère⁴⁶ ». Pour autant, il semble que les enfants accueillis et accueillants soient plus souvent perçus comme des camarades, des amis. Le caractère familial des liens est beaucoup moins récurrent.

Au-delà des questions matérielles et alimentaires, le succès apparent de l'expérience peut s'expliquer par la relative proximité politique et sociale entre les familles d'origine et les familles d'accueil. Contrairement aux évacuations anglaises lors du Blitz étudiées par Laura Lee Downs, l'écart social entre elles n'est pas considérable⁴⁷. Certes, les familles italiennes accueillantes ne sont pas dans une situation aussi misérable que les familles biologiques, mais les parents d'accueil ne sont pas non plus issus de milieux particulièrement favorisés. Les rapports de l'UDI et les témoignages montrent qu'ils appartiennent à la classe moyenne, voire aux classes populaires : agriculteurs, ouvriers, ouvriers agricoles, artisans, employés ou petits commerçants⁴⁸. En contexte de sortie de guerre et donc de pénuries, il ne s'agit pas de familles aisées. D'ailleurs, s'il est souvent décidé de laisser les tickets de rationnement des enfants partis aux familles biologiques afin d'aider le reste de la fratrie, les familles d'accueil reçoivent des aides matérielles et/ou financières indispensables pour elles, issues principalement de dons des membres de différentes fédérations ou des municipalités. Au regard de la situation matérielle et alimentaire de l'Italie (jusqu'en 1947 au moins, l'approvisionnement n'est pas assuré dans de nombreuses régions⁴⁹), il nous paraît toutefois peu probable que cette aide financière ait constitué une source de motivation pour accueillir un enfant. À la proximité sociale s'ajoute aussi – mais pas systématiquement – une proximité politique. Les familles accueillantes sont contactées par les comités, les fédérations, les « camarades », ou lisent les demandes d'accueil dans la presse. Les réseaux politiques locaux semblent avoir joué un rôle décisif pour trouver des hôtes qui n'ont donc pas les *a priori* négatifs des familles rurales anglaises vis-à-vis des petits citadins évacués des quartiers ouvriers⁵⁰.

Le retour dans le foyer : une séparation parfois douloureuse

Après quelques mois, lorsque les enfants ont repris du poids, sont en meilleure santé ou lorsque la famille biologique a retrouvé un toit, vient le temps du retour. Paradoxalement, celui-ci n'est pas toujours synonyme de sentiments joyeux. On observe de la peine, voire de la douleur dans ce qui est parfois vécu comme une seconde séparation familiale – après la première au moment du départ de la famille biologique. Ces sentiments

46 RINALDI Giovanni, *I treni della Felicità...*, op. cit., p. 182.

47 Dans le cas anglais, des enfants de familles ouvrières urbaines allaient dans des familles rurales plutôt aisées. LEE Downs Laura, « Les évacuations d'enfants en France... », op. cit., p. 413-448.

48 MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *Cari bambini, vi aspettiamo con Gioia...*, op. cit., p. 147-160.

49 « Piémont Ligurie – Monthly report », UNRRA, S-1458-0000-0024.

50 LEE DOWNS Laura, op. cit.

51 MINELLA Angiola, SPANO Nadia et TERRANOVA Ferdinando (dir.), *op. cit.*, p. 88-89.

révèlent la profondeur des liens tissés entre les enfants et la famille d'accueil. Certains enfants ne veulent plus partir. C'est le cas de petits Napolitains accueillis à Sesto, en Toscane. Les familles biologiques ont demandé à ce qu'ils rentrent pour la fête du Saint Patron, or, juste après le départ, le train doit s'arrêter puis faire marche arrière car une voie est brisée. Les enfants pensent qu'ils retournent à Sesto et se mettent à crier de joie « On retourne à Sesto ! On retourne à Sesto⁵¹ ! ». Leur déception est grande lorsqu'ils apprennent que ce n'est pas le cas.

La tristesse perdure parfois des jours, voire des semaines après le retour. C'est le cas d'Umberto, qui reste néanmoins tout à fait exceptionnel. Le jeune garçon vit très mal le retour dans son ancienne famille :

« Je suis resté à la maison pendant quarante jours, mais j'étais mélancolique et je voulais retourner à Lugo. Chaque jour, je sortais de la maison et allais à la gare et y restais pendant des heures. Chaque jour, je me suis enfui et j'ai couru à la gare pour regarder les trains partir. Ma mère a alors décidé de me raccompagner à Lugo pour rencontrer la famille qui m'avait hébergé. Elle a compris, car une mère ressent certaines choses en elle. J'étais ravi de revenir et la famille Randi était heureuse de me voir revenir car ils n'avaient pas d'enfants. Je suis revenu et je ne suis jamais parti⁵². »

52 RINALDI Giovanni, *I treni della Felicità...*, *op. cit.*, p. 110.

Il s'installe alors dans la nouvelle famille, sans pour autant couper les ponts avec sa famille d'origine, à qui il rend fréquemment visite. Si son cas est exceptionnel, beaucoup d'enfants restent plus longtemps que prévu dans les familles d'accueil (et pas seulement pour des raisons médicales et matérielles) ou reviennent chez leurs parents adoptifs les années suivantes, lors des vacances scolaires. D'autres restent des années en contact par téléphone ou à travers des échanges épistolaires. Ils les invitent à leur mariage, leur présentent leur fiancé(e), leurs enfants. Les liens sont donc maintenus des décennies après.

Ainsi, l'expérience est structurante et fondatrice pour bon nombre d'entre eux. Elle est également émancipatrice selon certains : les familles d'accueil leur font découvrir la mer, leur apprennent à conduire, les poussent à continuer des études. À leurs yeux, et en particulier pour ceux issus du sud de l'Italie, sans cette expérience ils ne seraient pas partis de leur village, n'auraient pas pu connaître une ascension sociale qu'ils ont souvent vécue de manière positive.

Le cas des « trains du bonheur » montre donc que si la guerre peut parfois effriter, affaiblir et distendre les liens familiaux, elle peut aussi en produire de nouveaux et pas seulement avec les membres de la famille biologique. Les nombreuses relations affectives qui en sont nées et ont

parfois perduré dans le temps témoignent que ces transferts ont souvent été synonymes d'expériences heureuses et réussies, quoique cela ne soit pas aussi systématique que la mémoire collective italienne le laisse penser – d'autant que les témoignages sont essentiellement le fait d'acteurs ayant un souvenir positif de leur séjour, apportant un biais certain à l'écriture de cette histoire.

L'étude conduit en tout état de cause à nuancer l'idée d'un incroyable et inédit élan de solidarité entre le Nord et le Sud. Il s'est en effet bien davantage agi d'une forme de solidarité politique et sociale que d'une solidarité nationale et populaire. Elle s'est inscrite dans un double héritage : en premier lieu celui du monde ouvrier en grève qui émerge au début du siècle, mais aussi, en partie, dans celui des transferts humanitaires d'enfants organisés en temps de guerre et de sortie de guerre. En ce sens, l'initiative communiste témoigne que l'aide à l'enfance ne relève pas uniquement du champ humanitaire ou religieux, mais qu'elle est aussi le produit d'une action politique. Aussi les liens familiaux n'ont-ils pas uniquement un caractère affectif. Ils sont également le reflet d'une construction politique, en réponse à un besoin matériel – secourir les jeunes Italiens – et électoral, suscitant tensions et crispations. Au sortir du conflit, l'aide à l'enfance, et en l'occurrence l'expérience des trains du bonheur, constitue un outil au service du politique, un faire-valoir puissant dans une société italienne en pleine reconstruction.